



**HAL**  
open science

## Russie: des migrations internationales et des politiques migratoires changeantes et complexes

Alain Blum

► **To cite this version:**

Alain Blum. Russie: des migrations internationales et des politiques migratoires changeantes et complexes. *Diplomatie: affaires stratégiques et relations internationales. Les Grands dossiers*, 2016, Géopolitique des migrants, 31, pp.76-78. hal-01390317

**HAL Id: hal-01390317**

**<https://auf.hal.science/hal-01390317v1>**

Submitted on 1 Nov 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Par **Alain Blum**, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Paris).

### Photo ci-dessus :

Le 5 août 2013, à Moscou, des agents des forces de l'ordre russes surveillent des migrants en situation irrégulière, découverts lors de descentes de police, et qui attendent dans un camp temporaire d'être expulsés vers leur pays d'origine. Au mois de juin de la même année, la police moscovite a découvert, cachée sous l'ancien marché Cherkizovsky, une véritable « ville souterraine », où ont été arrêtés plus de 200 immigrants clandestins, originaires pour la plupart du Vietnam et d'Asie centrale. Outre les ateliers de confection textile, le complexe comprenait des restaurants, des chambres, un élevage de poules, un cinéma et même un casino. (© Free Wind 2014)



## Russie : des migrations internationales et des politiques migratoires changeantes et complexes

Les migrations internationales en Russie ont subi de nombreuses transformations depuis l'éclatement de l'URSS, tant dans les processus observés que dans les discours et les législations portant sur elles.

**C**omposante essentielle de la croissance démographique du pays, les migrations internationales en Russie sont l'objet de discours contradictoires, entre reconnaissance de leur caractère inéluctable et volonté d'encadrements, entre discours incitatif d'ouverture et discours de fermeture. Il n'est par ailleurs pas possible de parler de ces transformations sans évoquer les modifications des migrations internes à la Russie elle-même, qui ont aussi profondément bouleversé les équilibres de peuplement et qui sont pour partie déterminantes des transformations les plus récentes en termes de migration internationale.

### Les facteurs de la migration

De fait, quatre facteurs politiques et sociaux principaux ont été déterminants ces 25 dernières années pour la migration internationale en Russie.

On peut qualifier le premier facteur de « post-colonial » : tout d'abord une migration de type « rapatriement » qui, si elle avait débuté bien avant la chute de l'URSS, s'est fortement amplifiée au début des années 1990, dans un schéma assez classique de décolonisation. Cette migration fut suivie par celle d'une main-d'œuvre disponible, vivant dans la plupart des anciennes républiques soviétiques, ayant l'expérience du pays et disposant déjà de réseaux sur place, main-d'œuvre attirée par les zones d'emploi délaissées par les Russes.

Le second facteur, démographique, est aussi d'importance, la croissance naturelle de la population étant négative depuis le début des années 1990 et seule la migration pouvant amortir la décroissance de la population, inéluctable dans les prochaines années. Il est vrai que l'annexion de la Crimée a conduit à intégrer, sans reconnaissance internationale, un peu plus de 2 millions d'habitants, la Russie retrouvant *de facto* (et non *de jure*)



## Principaux pays d'origine des migrants vers la Russie en 2015 et 2014

(Source : Russian Federation/Federal State Statistics Service)

Pays d'origine	2015	2014
<b>CEI</b>	<b>252 396</b>	<b>234 846</b>
dont Ukraine*	89 846	38 686
Ouzbékistan	37 726	65 862
Kazakhstan	29 655	27 194
Arménie	23 815	23 429
Tadjikistan	21 520	26 108
<b>Autres pays</b>	<b>26 229</b>	<b>27 198</b>
dont Chine	4 052	4 945
Géorgie	3 556	3 593
<b>Total immigrants</b>	<b>278 625</b>	<b>262 044</b>

\* L'Ukraine a quitté la Communauté des États indépendants (CEI) en mars 2014.

tant les sources sont hétérogènes et les données incomplètes ou difficiles à interpréter. Entre la Direction de la statistique, le ministère de l'Intérieur, en particulier le service fédéral des migrations (FMS), et d'autres institutions, les données divergent, tant par le type de recueil que par ce qui est pris en compte. Par ailleurs, les définitions et les modes de recueil ont changé au début des années 2000, pouvant parfois conduire à mal interpréter ce qui ne sont que des artefacts statistiques. Nous n'entrerons pas ici dans ces considérations, mais garderons à l'esprit l'incertitude des chiffres, même si les grandes tendances évoquées peuvent être considérées comme fiables. En termes quantitatifs, la combinaison de ces facteurs s'est exprimée dans les fluctuations du solde migratoire – différence entre les arrivées (immigration) et les départs (émigration) d'habitants dans

de l'évidente nécessité de flux migratoires, pour compenser une baisse de la population active et un manque de main-d'œuvre, en particulier dans les territoires difficiles à vivre, et la crainte qui s'exprime face à la venue de populations étrangères, soumises à des formes de racisme et de discrimination importantes. Le discours politique officiel aujourd'hui est de reconnaître cette nécessité, tout en mettant l'accent sur la venue de spécialistes qualifiés ou hautement qualifiés, qui disposent de facilités d'accès à des autorisations de séjour de longue durée. Il insiste surtout sur la venue de ceux que les textes législatifs et les proclamations politiques nomment « compatriotes », dénomination très floue et fluctuante : aujourd'hui, elle désigne, dans la loi de 2010, outre les citoyens de Russie vivant à l'étranger, « les personnes et leurs descendants, vivant à l'extérieur de la Russie, qui, par leurs origines, appartiennent aux peuples vivant historiquement sur le territoire de la Russie, et qui ont choisi d'entretenir des liens spirituels, culturels et juridiques avec la Fédération de Russie », formulation bien imprécise, on l'admettra. Ces personnes bénéficient officiellement de conditions privilégiées si elles viennent s'installer en Russie. Cette loi n'a guère eu de résultats sensibles, jusqu'à 2014. Si un peu plus de 250 000 personnes ont bénéficié du programme entre 2008 et 2014, près de la moitié en ont bénéficié en 2014, qui sont principalement des personnes venues d'Ukraine sous la pression du conflit.

Cependant, indépendamment de ce discours officiel, le besoin de main-d'œuvre associé avec la volonté d'assurer un

*“ Le discours politique portant sur la migration est hésitant, tendu entre l'affirmation de l'évidente nécessité de flux migratoires (...), et la crainte qui s'exprime face à la venue de populations étrangères, soumises à des formes de racisme et de discrimination importantes. ”*

la population qu'elle avait au début des années 2000.

Le troisième facteur tient aux transformations du modèle économique et social, qui a conduit à une reconfiguration importante des flux internes à la Fédération de Russie ; les régions sibériennes et du Grand Nord, où travaillaient nombre de Russes attirés par des conditions financières avantageuses, ont vu des départs nombreux, conséquence d'une dégradation des avantages proposés et d'une ouverture des opportunités dans la partie européenne de la Russie.

Le quatrième facteur, enfin, tient à la politique internationale, marquée d'abord par les instabilités dans certaines régions frontalières ou intérieures à la Russie (Nord-Caucase en particulier), puis, surtout, par la crise ukrainienne, conduisant à un flux important de réfugiés, dont une partie devrait s'installer définitivement en Russie.

Il n'est pas aisé de donner un panorama précis des transformations migratoires,

le pays. Celui-ci s'est accru continûment entre 1991 et 1994 : il a atteint cette année-là plus de 900 000 personnes, pour décroître ensuite, la « réserve » de personnes vivant dans les anciennes républiques soviétiques s'étant largement épuisée. Le solde est alors minimal en 2004, inférieur à 50 000 personnes par an. Puis arrive la phase d'immigration de travail, en provenance essentiellement d'Asie centrale ainsi que, dans une moindre mesure, des trois États du Caucase (Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie), le solde migratoire croissant presque continûment jusqu'au début de la décennie 2010, où il approche les 300 000 personnes par an. Aujourd'hui, l'arrivée massive de réfugiés ukrainiens modifie temporairement la donne, nous l'évoquons ci-dessous.

### Un discours fluctuant

Face à ces transformations, le discours politique portant sur la migration est hésitant, tendu entre l'affirmation



**Photo ci-dessous :**

Manifestation de militants ultranationalistes russes dans les rues de Moscou en novembre 2005, appelant à la fin de « l'occupation » de la Russie par des migrants en situation irrégulière. Alors que la Russie occupe le deuxième rang mondial derrière les États-Unis pour le nombre de migrants étrangers, le pays a connu ces dernières années plusieurs émeutes xénophobes massives, qui témoignent de la montée des ultranationalistes et du sentiment anti-immigrés en Russie. Ces manifestations se produisent en général après un fait divers comme en octobre 2013 après le meurtre d'un jeune Russe par un « non-slave ». (© AFP/Denis Sinyakov)





espace de libre circulation dans une partie des territoires de l'ancienne Union soviétique ainsi qu'une politique d'influence sur les anciennes républiques qui n'ont pas intégré l'Union européenne, conduit à mener une politique particulière vis-à-vis des ressortissants d'une partie des pays issus de l'URSS. Les ressortissants de ces pays n'ont pas besoin de visa pour entrer et sortir, tout en ne pouvant pas résider, sauf autorisation, au-delà de trois mois. Cependant, ils bénéficient de possibilités particulières d'accéder au marché du travail, via l'obtention d'une « licence » (en russe « patente »), c'est-à-dire la possibilité d'acheter des permis de travail pour une durée de trois mois renouvelables. De plus, les citoyens faisant partie de l'Union économique eurasiatique (qui, outre la Russie, comprend désormais le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizstan) peuvent travailler sur le territoire russe, sans documents particuliers. Cet accès au

La loi sur les réfugiés, qui n'avait guère d'importance jusqu'en 2014, très peu de citoyens obtenant ce statut, a pris une nouvelle signification avec la crise ukrainienne. Elle a été prise comme base pour leur fournir de façon accélérée un statut. Il s'agit non pas du statut de réfugié lui-même, mais d'un statut de « réfugié temporaire » qui donne accès au marché du travail et au droit de résidence, mais qui doit être renouvelé chaque année (sans limitation de durée). Selon le Service fédéral des migrations, plus de 570 000 personnes venant essentiellement d'Ukraine ont reçu le statut de réfugié temporaire ou un permis de résidence temporaire, leur permettant de résider et de travailler un an en Russie. Par ailleurs, nombreux sont aussi ceux ayant bénéficié du statut de « compatriotes ». Il est difficile d'estimer la part de ceux qui vont rester, mais on voit que ces flux inattendus ont largement contribué à accroître, sur deux ans, la population migrante, et donc à compenser, un peu comme au début des années 1990, le déficit démographique.



## Un bilan incomplet

Nous avons donc évoqué plusieurs estimations statistiques, mais faire un bilan définitif est, comme dans tout pays, hasardeux, tant il est difficile de distinguer les migrations de travail dûment enregistrées, et celles qui se déroulent sous couvert de migrations de court terme. À ce titre, l'exemple des migrations chinoises est le plus révélateur. Officiellement, le nombre de Chinois résidant sur le sol de la Fédération de Russie, c'est-à-dire disposant d'un permis de résidence, est minime. En revanche, les migrations transfrontalières sont bien plus importantes, et en particulier les Chinois sont les plus nombreux à passer la frontière en tant que touristes. Cela tient, sans aucun doute à ce que nombre de migrations chinoises sont surtout des migrations de commerce et ne nécessitent que des allers et retours. Cela tient aussi probablement à un usage de ces possibilités d'allées et venues pour travailler sans obtenir un titre de travail.

## Une politique composite

On le voit, la politique migratoire de la Fédération de Russie aujourd'hui distingue un nombre important de populations, bénéficiant de droits différents d'accès à la résidence et au travail. D'un côté, des catégorisations fondées sur un mélange de conception ethnique, culturel et de liens historiques (remontant pour l'essentiel à l'ancienne Union soviétique) : les « compatriotes », dont la définition reste floue et relativement arbitraire ; les ressortissants des pays qui n'ont pas besoin de visas pour venir en Russie et, parmi eux, les ressortissants des pays de l'Union économique eurasiatique ; les réfugiés (très peu nombreux) ; et les réfugiés temporaires (essentiellement les Ukrainiens). D'un autre côté, des catégorisations fondées sur une compétence professionnelle, gérées ou non par des quotas (spécialistes et spécialistes hautement qualifiés). Les flux observés, quant à eux, répondent surtout à une demande économique importante, compte tenu d'une situation démographique déficitaire et d'une transformation profonde des flux migratoires internes à la Russie, conduisant à des flux de nature « post-coloniale » en provenance d'une partie des États d'Asie centrale et du Caucase, situation qui peut cependant changer si l'on tient compte de l'extension non reconnue du territoire de la Fédération de Russie (annexion de la Crimée), et de la situation consécutive d'état de guerre sur le territoire ukrainien.

**Alain Blum**

### Photo ci-dessus :

Des ouvriers originaires d'Asie centrale travaillent sur le chantier d'un centre commercial à Moscou. Selon les données du Service fédéral russe des migrations (FMS), la Russie comptait en 2014 un total de 2,7 millions d'étrangers travaillant légalement et plus de 2,9 millions de travailleurs clandestins (un chiffre considéré comme largement sous-évalué par les autorités). (© Oleg Rebrov)

marché du travail a surtout bénéficié aux ressortissants d'Asie centrale, qui offrent ainsi une nouvelle main-d'œuvre immigrée, travaillant dans le secteur des services ou le secteur industriel. En 2015, l'accès à la licence a été soumis à des conditions plus restrictives, car est demandée une connaissance du russe, ainsi que des notions de l'histoire et de la culture russes, certifiée par des organismes habilités. Aujourd'hui, environ 1,3 million de travailleurs disposent de patentes en Russie.

### L'inattendu de la migration ukrainienne

La main-d'œuvre ukrainienne a toujours été importante en Russie, mais les violences politiques et l'état de guerre qu'a connu le territoire ukrainien à partir de mars 2014 a conduit à une très forte augmentation de ces flux ainsi qu'à un changement de leur nature. Les déplacements de population ont concerné plus de deux millions de personnes, en partie au sein même du territoire ukrainien, et en partie vers la Russie qui a vu affluer un nombre important de personnes en provenance des régions orientales de l'Ukraine touchées par le conflit et contrôlées par les autorités séparatistes. Des mesures particulières ont dû être prises, très vite, pour accueillir ces migrants, pour affirmer ainsi par un geste fort que la Russie était prête à les soutenir, sans pour autant modifier la législation migratoire.